

Madame la députée, Monsieur le député, Madame la sénatrice, Monsieur le sénateur,

Depuis le début de la crise de la Covid 19, nous avons été témoins de très nombreuses incohérences dans la communication et les choix du gouvernement. Afin de mieux comprendre les motivations des choix qui ont été faits par le gouvernement dans la gestion de la crise de la Covid 19, différents collectifs citoyens se sont adressés à plusieurs reprises aux députés et aux sénateurs. Malheureusement, la plupart de nos questions sont restées sans réponse.

Négligences et incohérences

Une expertise scientifique doit être dénuée de tout conflit d'intérêt. Elle doit s'appuyer sur la diversité des experts et sur la confrontation des différentes opinions, en respectant les principes d'indépendance, de transparence, de pluralité, l'expression des avis divergents et le respect du principe du contradictoire. Lorsque nous demandons pourquoi la démocratie sanitaire et les règles de l'expertise sanitaire ont été bafouées, nous n'avons pas de réponse.

Lorsque nous demandons pourquoi le gouvernement a interdit aux médecins généralistes de prescrire, nous n'avons pas de réponse.

Lorsque nous demandons pourquoi le gouvernement a eu recours au cabinet de conseil en stratégie américain McKinsey pour gérer la campagne de vaccination comme une campagne de marketing, nous n'avons pas de réponse. Ce cabinet a pourtant été condamné à 573 millions de dollars pour son rôle dans la crise des opioïdes aux Etats-Unis, à l'origine d'environ 400.000 décès ([voir ici](#)).

La composition exacte des vaccins à ARNm n'est pas connue. Les données de la pharmacovigilance sont négligées. On ne se préoccupe pas des nombreux signaux d'alerte sur les effets indésirables graves et les très nombreux décès suspectés d'être liés aux vaccins. L'Agence européenne du médicament manque d'indépendance ([voir ici](#)) car elle est financée à 85 % par l'industrie pharmaceutique ([voir ici](#)) mais cela ne suscite pas de réaction.

Le gouvernement met en place un pass sanitaire dépourvu de toute justification médicale. Mais alors que selon les ARS, « le contact tracing est la clé de voûte pour casser les chaînes de contamination » ([voir ici](#)), on n'a pas cherché à quantifier la charge virale pour casser les chaînes de transmission du virus par un contact-tracing sur les PCR fortement positives ([voir ici](#) l'avis rendu suite à une saisine de la Direction générale de la santé, avis malheureusement non pris en compte).

Fraudes et malversations

Le Pr Peter C. Gøtzsche dénonce depuis des années les conflits d'intérêt dans les périodiques médicaux, l'absence d'éthique d'une industrie pharmaceutique minée par la fraude, la dissimulation des données, le mensonge et un marketing illégal.

Selon l'éditeur du Lancet : « *Une grande partie de la littérature scientifique, sans doute la moitié, pourrait être tout simplement fausse. Affligée d'études avec des échantillons réduits, d'effets infimes, d'analyses préliminaires invalides, et de conflits d'intérêts flagrants, avec l'obsession de suivre les tendances d'importance douteuse à la mode, la science a pris le mauvais tournant vers les ténèbres* » ([voir ici](#)).

Selon un article d'une autre revue scientifique, le BMJ, « *la science est supprimée pour des raisons politiques et financières. Le Covid-19 a libéré la corruption de l'État à grande échelle, et cela nuit à la santé publique. Les politiciens et l'industrie sont responsables de ce détournement opportuniste. Les scientifiques et les experts de la santé le sont aussi* » ([voir ici](#)).

On se base sur les seuls dires des laboratoires, pourtant réputés pour avoir des pratiques douteuses, pour faire injecter aux citoyens européens une thérapie génique en phase 3 d'essai clinique appelée à tort « vaccin », ce malgré les mises en garde de très nombreux scientifiques dans le monde. Une lanceuse d'alerte d'un sous-traitant de Pfizer (Ventavia) a remis au BMJ ([voir ici](#)) des documents entachant gravement l'intégrité de ce laboratoire dans le dossier de mise sur le marché de sa thérapie génique.

Pfizer est un laboratoire qui a un sombre passé de fraudes et de malversations de par le monde avec plusieurs dizaines de milliards de dollars d'amendes. Pour rappel, Pfizer c'est l'affaire du Trovan au Nigéria ([voir ici](#)), du Bextra, du Geodon, du Zyvox, du Lyrica ([voir ici](#) ou [ici](#)), du Neurontin ([voir ici](#)), toutes avec des condamnations à la clé ([voir ici](#)). Pfizer a été condamné à une amende de 60 millions de dollars pour corruption de médecins et de représentants de gouvernement, afin d'y accroître ses affaires et ses ventes ([voir ici](#)).

Pfizer a été condamné à une amende de 1 à 2 milliards de dollars pour avoir commercialisé du valdecoxib frauduleusement aux Etats-Unis. La loi fédérale exige que toute société reconnue coupable d'un tel crime soit automatiquement exclue de Medicare et Medicaid (un système d'assurance maladie). Mais les procureurs ont décidé que cette exclusion entraînerait l'effondrement de Pfizer, « *trop grosse pour faire faillite* ». En conséquence, ils ont approuvé un plan dans lequel une filiale de Pfizer, Pharmacia & Upjohn Co Inc, plaiderait coupable de ce crime. La filiale, qui n'avait jamais vendu de médicament, a payé l'amende et a été exclue de Medicare et Medicaid. La société mère, Pfizer, a continué à faire des affaires avec Medicare et Medicaid comme si rien ne s'était passé ([voir ici](#)).

Les laboratoires sont exemptés juridiquement de toute responsabilité en cas d'accident lors de l'expérimentation publique de ces produits géniques. Selon le journal l'Humanité, les contrats contiennent une clause disant que « tout effet indésirable des vaccins relève de la seule responsabilité des Etats membres » ([voir ici](#)). Ceci est confirmé par le fait que Pfizer a refusé de signer un contrat avec l'Argentine. En effet, le gouvernement argentin ne voulait pas se plier aux exigences du laboratoire qui demandait l'immunité juridique en cas d'accident d'expérimentation ([voir ici](#)).

Les données concernant les vaccins manquent de transparence ([voir ici](#)). En novembre 2020, l'Union Européenne a signé un contrat secret avec les laboratoires pharmaceutiques Pfizer. Sous la pression de certains députés européens, les contrats ont été consultés mais ils ont été masqués à 90 % ([voir ici](#)). La problématique est similaire aux Etats-Unis ([voir ici](#)). Une enquête est ouverte sur la Commission européenne au sujet des contrats de vaccin ([voir ici](#)). La présidente de la Commission Européenne est empêtrée dans un scandale financier en Allemagne ([voir ici](#)). Il y a même des fraudes à la tête de la Cour des Comptes européenne ([voir ici](#)), et un vaste système de conflits d'intérêts et de trafic d'influence mêlant lobbyistes et membres de la Commission ou de la Cour de justice ([voir ici](#)).

Des traitements potentiellement efficaces ont été discrédités et rejetés ([voir ici](#)).

Dans ce contexte, le gouvernement a géré la crise par la peur, la culpabilisation, l'extorsion d'un consentement, un chantage à l'injection d'un produit en phase 3 d'essai clinique via un pass sanitaire.

Peut-on encore faire confiance à un gouvernement quand il utilise de telles méthodes ?

Le gouvernement a ainsi délibérément provoqué un clivage dans la société entre vaccinés et non vaccinés. La gestion de la crise de la Covid 19 a provoqué « *l'atomisation du corps social et la dissolution de toute forme de collectif, allant jusqu'à remettre en cause les aspirations démocratiques de la société* » ([voir ici](#)). Pris dans les mécanismes de peur et de sidération, les citoyens et les familles se déchirent, sans voir qu'ils sont en fait tous victimes d'une gestion calamiteuse de la crise. Les répercussions médicales (retard de prise en charge) et psychologiques, tant sur les adultes que sur les enfants, sont considérables, allant jusqu'à une augmentation des suicides des adolescents.

Peut-on encore faire confiance à un gouvernement quand il maltraite ainsi sa propre population ?

Le gouvernement a instauré un système de récompense et de punition au travers d'un pass sanitaire, il a provoqué un clivage dans la société, et on semble ainsi évoluer de facto vers une société de contrôle dans tous les actes de la vie quotidienne. Le pass vaccinal et numérique seront-ils les étapes suivantes ?

Est-ce le modèle de société que nous voulons laisser à nos enfants ?

Une autre approche délibérément mise de côté

Il n'y a aucune logique médicale dans la gestion de la crise par le gouvernement. Si on avait voulu résoudre réellement la crise de la Covid 19, le gouvernement se serait appuyé sur une approche médicale globale dans l'intérêt des vaccinés **ET** des non vaccinés, une approche basée sur :

- un médecin généraliste remis au centre du système de soins et indépendant dans sa prescription, l'expérience du professionnel et les attentes du patient ([voir ici](#) la décision médicale partagée), l'accès aux soins et aux traitements précoces ([voir ici](#) pour certains macrolides, ou [ici](#) une étude qui suggère un effet de l'ivermectine sur la réduction du nombre de décès) avec des études observationnelles en médecine de ville, le développement de la prévention (dont la Vitamine D), un renforcement des moyens financiers alloués à l'hôpital et une formation des soignants
- des institutions responsables qui s'appuient sur la science et l'éthique, une gestion par le dialogue, la confiance, la transparence, un respect de la démocratie sanitaire et des règles de l'expertise sanitaire, un conseil scientifique libre de conflits d'intérêt d'ordre financier ou de type école de pensée ([voir ici](#)) avec une représentation égalitaire des différentes approches de la maladie, un comité de pilotage au lieu d'un conseil de défense, une liberté vaccinale avec des vaccins sûrs, validés, à virus tués ou qui utilisent un fragment non toxique de la protéine spike, à adapter aux risques liés aux tranches d'âge pour chaque personne (primum non nocere), une information claire et loyale, une politique de contact-tracing sur les PCR positives fortes, des laboratoires pharmaceutiques responsables de leur produits, des agences de réglementation des médicaments indépendantes, un renforcement de la pharmacovigilance.

Tout ceci n'a pas été fait. Face à la mise en place d'une politique à première vue incohérente si on reste à un niveau purement médical, il est donc nécessaire de chercher une logique ailleurs.

L'idéologie néolibérale

Pour cliver encore un peu plus la société, on voudrait faire des non vaccinés des boucs émissaires. Mais la réalité pourrait être toute autre. La crise de la Covid 19 serait-elle en fait une crise dirigée contre la population, les vaccinés comme les non vaccinés étant victimes de la politique du gouvernement ? Il est certes difficile de concevoir qu'un gouvernement puisse délibérément maltraiter sa population et que cette dernière soit la victime d'une guerre dirigée contre elle. Il y a pourtant bien une guerre menée depuis les années 1980 par le néolibéralisme contre les peuples au travers des directives européennes qui s'imposent à la France. Au lieu de prendre soin et de protéger, l'Etat organise lui-même la destruction de l'Etat, démantèle les services publics et l'hôpital pour imposer les normes du marché. L'Etat dilapide l'argent public, ou achète le silence de citoyens subventionnés. Tout ceci s'inscrit dans la doctrine néolibérale qui s'impose à la France au travers des politiques européennes de dérégulation. Il semble que le gouvernement n'ait plus la capacité de gouverner et qu'il obéisse à des ordres européens.

A la suite des précédents gouvernements, et comme le dit Barbara Stiegler ([voir ici](#)), « *Depuis le début du quinquennat, le gouvernement démantèle les services publics et mène des politiques d'austérité qui affaiblissent l'hôpital, les services sociaux, le système éducatif. Au lieu de reconnaître ses torts et ses responsabilités, il transforme les victimes de sa propre politique, à savoir les citoyens, en coupables* ».

La pensée unique a été mise en place de façon insidieuse depuis le traité de Maastricht et le processus s'est accéléré, en partie grâce à l'influence des médias grand public qui sont passés quasiment tous sous la coupe de grands groupes financiers ou de milliardaires qui en sont issus. Or ce modèle ne résulte pas d'un choix, il a été imposé aux peuples, avec des dé-régulations progressives et des abandons de souveraineté (en particulier au niveau monétaire). Cela a donné naissance à un capitalisme financier doublé d'un capitalisme de surveillance ([voir ici](#)).

Les choix des peuples ont été orientés : on se rappelle ainsi du débat sur le traité de Maastricht en 1992, un débat tronqué mettant en scène un projet unique à l'exclusion de tout autre projet politique. Puis les choix ont été contournés suite au rejet du traité établissant une constitution pour l'Europe en 2005.

L'absence de régulation de la finance, une création monétaire sous contrôle privé, un laisser faire vis-à-vis de la fraude fiscale et de l'évasion fiscale, a dépossédé les Etats de leur pouvoir d'action. L'augmentation de la dette puis la financiarisation de l'endettement a placé les Etats sous contrôle des marchés financiers. Les grands projets émanent alors non plus d'une volonté politique mais uniquement d'intérêts privés recherchant le profit ou poursuivant des objectifs qui n'ont pas été choisis par la collectivité. Ils ne sont plus au service de l'intérêt collectif. Dans l'espace géographique européen, les biens, les capitaux, les marchandises circulent plus facilement que les personnes et le pass sanitaire n'a fait qu'aggraver la situation.

Quand une société, tant à l'échelle de la France que de l'Europe, perd ses valeurs et son éthique, quand ce sont des intérêts privés qui décident des grandes orientations de la société à l'insu de la population, quand nous constatons, à l'image de ce qui est dit pour la Belgique ([voir ici](#)), que nos gouvernants sont dénués des capacités nécessaires pour gouverner, que les représentants politiques ne représentent plus ceux qui les ont élus, quand un gouvernement « *privilégie toujours la répression, le contrôle et la mise au pas de la population, n'hésite pas non plus à manipuler les chiffres et à diffuser des informations fausses ou tronquées* » ([voir ici](#)), il n'y a plus de démocratie. Ce sont en fait les règles du marché qui s'imposent, des règles par ailleurs dépourvues de tout fondement scientifique ([voir ici](#)).

Il n'y a plus de projet politique, la cohésion sociale vole en éclat. « *Ce qui est en effet le propre du néolibéralisme, c'est qu'il exige de l'Etat qu'il organise, en ayant recours à tous les instruments de puissance dont il dispose, l'impuissance du politique. Il s'agit donc d'une entreprise de neutralisation du politique, conduite par l'Etat lui-même, sous la tutelle des marchés, qui deviennent de ce fait la natura naturans, la matrice générative de la politique. Les institutions démocratiques ne servent plus, dans un tel contexte, que de cache-sexe. Vidées de leur substance, elles visent à mettre en scène une souveraineté populaire de pacotille* » (Xavier Ricard Lanata, La tropicalisation du monde, Puf, 2019).

Faut-il aussi imaginer que tous les partis politiques au pouvoir ont été financés par l'industrie pharmaceutique comme l'avait affirmé Jérôme Cahuzac ([voir ici](#)) ? Ou bien est-on arrivé à un point où l'idéologie néolibérale a pris le pouvoir sur les Etats, au terme d'un travail de sape mené en France et en Europe depuis le milieu des années 1980 ? Cela permettrait de mieux comprendre les nombreuses incohérences de la réponse gouvernementale à la crise de la Covid 19, le démantèlement de l'hôpital, la gestion par la peur, la mise en place de mesures non pharmacologiques (confinement, couvre-feu, pass sanitaire) sans la moindre justification scientifique, l'évolution vers une pensée médicale unique avec une vision dogmatique fondée sur une politique vaccinale unique ([voir ici](#)), les médecins généralistes que l'on a empêché de prescrire, la censure, autant d'actions qui de facto accentuent la mise en place d'une société de surveillance et de contrôle.

De quel clivage parle-t-on ?

Un clivage entre les pro et anti vaccins a été créé de toutes pièces par le gouvernement français, avec la complicité des médias de masse. Néanmoins, il convient de préciser que cette notion même d'antivax

est inapplicable à la situation actuelle, car les produits utilisés dans le cadre de la campagne vaccinale française ne sont pas des vaccins classiques mais des thérapies géniques à ARNm.

Ces injections géniques, dites vaccins, ne bénéficient que d'une autorisation de mise sur le marché conditionnelle car leur balance bénéfices/risques ne sera connue qu'entre 2023 ou 2024.

Des 4 vaccins initialement autorisés, deux ont déjà été suspendus (AstraZeneca et Johnson & Johnson). Le vaccin Moderna est suspendu pour les moins de 30 ans. À Taïwan, le vaccin Pfizer est suspendu temporairement pour les enfants âgés de 12 à 17 ans en raison du risque de myocardite ([voir ici](#)).

Il y a un risque d'infection virale si un vecteur viral se réactive, et des risques de cancer ([voir ici](#)).

De sérieux doutes existent sur la qualité des données et sur la capacité des fabricants de vaccins ARNm à fournir une évaluation sûre, objective et impartiale ([voir ici](#)). On ne dispose pas d'études sur la génotoxicité et la cancérogénicité. Il en est de même sur la perte d'intégrité de l'ARN ([voir ici](#)) ou le risque de maladie aggravée chez les personnes vaccinées ([voir ici](#)).

Ces injections géniques n'empêchent pas la transmission du virus par les personnes vaccinées.

L'interchangeabilité des vaccins des différents fabricants afin de compléter le schéma de primo-vaccination ou pour la dose de rappel n'a pas été établie.

Dans un article du Lancet du 18 février 2021 ([voir ici](#)), le Pr. Delfraissy et quelques autres membres du Comité scientifique écrivent que les vaccins actuels peuvent ne pas être efficaces contre certains variants, et que la vaccination de masse risque de provoquer la multiplication de variants plus contagieux. « *La fin tant attendue de cette crise sanitaire mondiale pourrait bien être continuellement repoussée puisque de nouveaux variants émergent* ».

L'efficacité est si peu certaine qu'il faut maintenant des rappels à 4 mois. Les cas symptomatiques de Covid 19 touchent un peu plus les vaccinés que les non vaccinés ([voir ici](#)).

Selon la loi, toute personne qui se prête à une recherche biomédicale doit être volontaire et signer un consentement libre et éclairé ([voir ici](#)).

Enfin, l'article R.4127-39 du code de déontologie médicale ([voir ici](#)) précise que « *les médecins ne peuvent proposer aux malades ou à leur entourage comme salutaire ou sans danger un remède ou un procédé illusoire ou insuffisamment éprouvé* ».

Compte tenu de tous ces éléments, mettre en scène un clivage entre pro et anti thérapie génique à ARNm n'a pas de sens. Stigmatiser les « non vaccinés » n'est pas scientifiquement justifié ([voir ici](#)).

En réalité, le clivage est tout autre, cette crise met en confrontation deux camps bien différents :

- celui de la pensée unique, tant sur le plan économique (capitalisme financier et néolibéralisme) que sur le plan médical. Ce camp mène une guerre contre les peuples. Il impose une politique axée sur la seule vaccination et des mesures non pharmacologiques. Mais toutes ces recettes ne reposent sur aucun fondement scientifique. Dans ce camp, on retrouve ceux qui le soutiennent ouvertement (l'oligarchie politique, financière, l'industrie du numérique, la plupart des médias, les multinationales dont l'industrie pharmaceutique) et une partie de la population qui s'est laissée abusée sous l'emprise de la désinformation. Le complexe digital financier dispose actuellement d'une puissance gigantesque qui impose ainsi ses propres choix aux populations.
- celui du pluralisme des idées dans le cadre d'un Etat de droit qui a pour projet le mieux-être de sa population. Si ce cadre est respecté, une véritable démarche scientifique pourra être menée. Mais en refusant le débat contradictoire, la transparence des débats, les règles de l'expertise sanitaire, ceci démontre de facto que nous ne sommes plus en démocratie.

Ainsi, soutenir la gestion de la crise avec une approche unique, et centrée sur une thérapie à ARNm, c'est implicitement soutenir :

- l'abandon des règles de l'expertise sanitaire, d'où les conflits d'intérêt de type financier ou école de pensée au sein du conseil scientifique avec disparition de tout débat contradictoire
- un modèle piloté par des intérêts privés, gangrené par les pratiques de corruption, d'où la perte de toute valeur morale et éthique dans la gestion de la crise (peur et culpabilisation)
- l'emprise de l'industrie pharmaceutique auprès des institutions européennes, d'où la mise au pas de la médecine libérale, la défaillance de la pharmacovigilance et le peu d'écho sur le nombre considérables d'effets secondaires graves
- la pensée unique néolibérale, d'où le démantèlement des services publics en général, et de l'hôpital en particulier, la perte de souveraineté dans de nombreux domaines dont le secteur sanitaire (dépendance de l'Europe envers la Chine et l'Inde pour le matériel médical, les masques et les médicaments),
- un capitalisme de prédation et de rente avec la mise en dépendance des Etats envers les marchés financiers au travers de leur perte de souveraineté sur la création monétaire,
- l'évolution vers une société de surveillance, vers le contrôle et l'asservissement de la population
- la violation de droits et libertés pourtant reconnus par une multitude de textes nationaux, européens et internationaux

Ce logiciel néolibéral conduit au clivage et à la destruction de notre société, à l'image de la thérapie de choc infligée à la Grèce en 2010, à un monde déshumanisé et un matérialisme poussé à son extrême, à la destruction des éco-systèmes (favorisant les zoonoses) et au pillage de la planète.

En conclusion

L'excédent de décès en 2020 par rapport à 2019 concerne les plus de 70 ans ([voir ici](#)). La mortalité des moins de 50 ans a même baissé. Les 42.000 morts imputables au virus sont liés aussi à la mise à l'écart de la médecine de ville, à une prise en charge à l'hôpital trop tardive, à une absence d'utilisation de traitements précoces, à une gestion par la peur, à un système de soins préalablement démantelé et fragilisé par un manque de personnel soignant à l'hôpital public. Selon le rapport de l'ATIH, les patients Covid représentent 2% de l'ensemble des patients hospitalisés au cours de l'année 2020, tous champs hospitaliers confondus ([voir ici](#)). La crise de la Covid 19 n'est pas une crise sanitaire mais une guerre dirigée contre les peuples. Le gouvernement français apparaît comme une marionnette dans les mains des décideurs européens. Une caste (l'oligarchie politique, financière, l'industrie du numérique, la plupart des médias, les multinationales) commande à l'Europe de détruire les Etats souverains et de maltraiter les populations pour mieux asseoir son autorité. Vu sous cet angle, tout ce qui initialement semblait incohérent ou mensonger dans la gestion de la crise retrouve une parfaite logique. Si nous pensons que vous n'avez aucun pouvoir pour agir sur les enjeux de cette crise :

- la refondation démocratique de la France et de l'Europe
- un retour de la souveraineté monétaire
- une nouvelle organisation politique et économique pour qu'en particulier la finance soit au service de l'économie et l'économie au service de l'humain et de la planète, et non l'inverse
- la liberté d'expression fondée sur une pluralité d'opinions dans la presse,
- un respect des écosystèmes et la promotion de la santé,

vous avez le devoir de défendre les intérêts de la population que vous représentez en exigeant le respect de la démocratie sanitaire et la suppression des conflits d'intérêt de type financier ou école de pensée au sein du conseil scientifique. Les fondements de la science doivent être respectés, avec un débat contradictoire sur la base de données fiables, le nombre de morts et de cas d'infection respiratoire à Covid 19 (Réseau sentinelles) au lieu du nombre de « cas » sur la base de simples tests positifs.

Bien cordialement.